

rapide qui doit être le premier résultat à atteindre. La question de l'établissement des réfugiés qui ne désirent pas rentrer en Palestine pourrait très bien être examinée après le règlement territorial car, de l'avis de M. al-Jamali, le problème des réfugiés serait en majeure partie résolu si l'on aboutissait à un règlement territorial équitable.

37. Un autre problème qui sera une pierre de touche de la bonne volonté de l'Organisation des Nations Unies est celui de la Libye. Conformément aux principes fondamentaux de la Charte, le vaillant peuple libyen, qui a combattu pendant près de trente ans pour conquérir sa liberté, mérite d'être libre et indépendant. La délégation de l'Irak est convaincue qu'il existe encore dans le monde de grandes réserves de bonne volonté et de sympathie pour les peuples épris de liberté et que la mutilation imposée à un pays ou à un peuple quelconque ne saurait recevoir l'approbation du monde civilisé.

38. La question de Palestine et celle des anciennes colonies italiennes sont deux exemples des très nombreux problèmes qui appellent un examen attentif de la part de l'Assemblée générale. On devrait aborder tous ces problèmes selon la lettre et l'esprit de la Charte, sans se laisser influencer par des considérations de politique de puissance

ou d'opportunisme ou encore par des manœuvres secrètes. M. al-Jamali demande instamment aux membres de renoncer aux idées de domination des peuples et des territoires étrangers ainsi qu'à la distinction entre grandes et petites Puissances, entre régions développées et régions insuffisamment développées; il les engage à envisager au contraire le monde comme un tout, dont chaque subdivision, quelle que soit sa puissance, sa richesse, sa situation géographique, et la race, la couleur ou la religion de ses habitants, doit bénéficier du traitement, de la sympathie et de l'assistance dont elle a besoin, suivant un code unique des droits de l'homme et un code unique de justice internationale. Il fait appel aux membres de l'Assemblée pour qu'ils demeurent fidèles à la Charte, en actes comme en paroles, et il leur donne l'assurance que son pays collaborera pleinement à l'œuvre commune.

39. Le PRÉSIDENT, constatant qu'il ne reste plus d'orateurs inscrits pour la présente séance, propose à l'Assemblée de s'ajourner jusqu'à l'après-midi.

40. Il propose que la liste des orateurs inscrits dans la discussion générale soit close à partir de 18 heures.

*Les propositions du Président sont adoptées.*

La séance est levée à 11 h. 40.

## DEUX CENT VINGT-QUATRIÈME SEANCE PLENIERE

*Tenue à Flushing Meadow, New-York, le jeudi 22 septembre 1949, à 15 heures.*

*Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).*

### Ordre du jour de la quatrième session: rapport du Bureau (A/989)

1. Le PRÉSIDENT propose que le rapport du Bureau soit examiné paragraphe par paragraphe.

#### I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

##### *Recommandations du Bureau*

*La recommandation contenue dans le paragraphe 1 est adoptée.*

2. M. DROHOJOWSKI (Pologne) désire intervenir au sujet du paragraphe 2 dans lequel le Bureau recommande de combiner le point 27 de l'ordre du jour provisoire et le point 3 de la liste supplémentaire, sous la forme suivante: "Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie". Le Bureau a examiné cette question très brièvement et le représentant de la Pologne pense que la majorité des membres ont cru qu'ils étaient tenus d'inclure cette question à l'ordre du jour en raison des dispositions de la résolution 272 (III) adoptée par l'Assemblée générale le 30 avril 1949. Examinant le texte de cette résolution, M. Drohojowski remarque que la seule décision qu'elle contient est de garder la question inscrite à l'ordre du jour de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale. La résolution n'implique aucunement, et ne pourrait le faire, que les accusations portées contre les Gouvernements de la Bulgarie et de la Hongrie sont fondées. L'Assemblée a certes exprimé l'inquiétude que lui causaient ces accusations, mais toute accusation fautive est normalement une source d'inquiétudes. Il n'y a dans la

résolution aucune disposition qui puisse être considérée comme signifiant qu'il faut rouvrir le débat à la quatrième session ou qu'un rapport doit être présenté.

3. M. Drohojowski souligne que tout le problème découle des traités de paix, question que l'Assemblée n'est pas compétente pour examiner. Selon un principe bien établi, le droit de donner une interprétation faisant autorité d'une clause juridique appartient uniquement à la personne ou à l'organisme qui a le pouvoir de la modifier ou de l'annuler. Toute question découlant des traités de paix relève donc de la compétence exclusive des parties contractantes. Si le traité est clair, aucune interprétation n'est nécessaire; s'il ne l'est pas, seules les parties contractantes peuvent l'interpréter. Toute interprétation du traité par les parties contractantes ne pourra être considérée comme faisant autorité que lorsqu'elles auront décidé, par un nouvel accord, de compléter dans la mesure nécessaire le traité original. En outre, les traités en question prévoient une procédure spéciale pour le règlement des différends. Cette procédure a été appliquée et les négociations se poursuivent par les voies diplomatiques normales. Le 19 septembre 1949, le Gouvernement des Etats-Unis a adressé une note aux Gouvernements de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Hongrie, et, en raison de l'importance de la question, on ne peut naturellement s'attendre à une réponse immédiate.

4. M. Drohojowski souligne qu'une action simultanée de la part de l'Organisation des Nations Unies ne permettrait guère d'aboutir à un règlement satisfaisant. Ceux qui proposent cette action ont invoqué plusieurs Articles de la Charte, mais

de faire mention du paragraphe 7 de cet Article établit clairement que les Nations ne sont pas autorisées à intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence d'un Etat. Ceci signifie que les Nations ne peuvent intervenir dans des affaires qui sont réglées par une procédure juridique qui est évidemment le cas pour la Bulgarie et la Roumanie.

Les pays qui ont porté des accusations contre la Hongrie et la Roumanie, à cause de jugements comparables à ceux qui ont été rendus dans de nombreux pays, ont des motifs relatifs aux crimes contre la sûreté. Le code pénal des Etats-Unis donne en prévoyant la répression sévère des crimes contre la sûreté de l'Etat et, au Royaume-Uni, en vertu de laquelle les traîtres sont punis à partir de près de six cents ans.

La délégation de la Pologne, s'inspirant des précédents faits par le Président au cours de son discours d'ouverture, s'abstiendra pour le moment de présenter les titres moraux de ceux qui se sont présentés comme accusateurs. Elle est prête cependant à reconnaître ce qui est en son pouvoir pour empêcher la minorité se servir de sentiments religieux pour que beaucoup de personnes reconnaissent le caractère sacré pour en faire une arme dirigée contre les intérêts les mieux protégés de la paix et des Nations Unies. Il n'existe absolument aucune disposition juridique dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies qui fonde pour examiner cette question. L'avis de M. Drohojowski, n'a été soutenu que des fins de propagande. Il demande formellement à l'Assemblée de ne pas inscrire cette question à son ordre du jour.

M. DOUDEK (Tchécoslovaquie) approuve la décision prise par le représentant de la Pologne. La délégation de la Tchécoslovaquie a combattu la question d'une question analogue à l'ordre du jour de la session précédente et persiste dans son opinion pour les mêmes raisons, à savoir que la décision de cette question est contraire aux dispositions du paragraphe 7 de l'Article 2.

M. EMBLER (Yougoslavie) déclare que sa délégation se bornera à expliquer son vote. Etant donné la nature de l'accusation portée contre les représentants de la Yougoslavie, c'est-à-dire la Hongrie et la Roumanie, sa délégation appuie à l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Cependant, puisque certains de ces pays ont violé les obligations qui découlent des traités de paix en vigueur envers la Hongrie, ainsi que plusieurs autres accords conclus avec la Yougoslavie, sa délégation appuie la question.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique) déclare que sa délégation appuie la décision du représentant de la Pologne de ne pas inscrire cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. L'inscrire équivaut à intervenir dans les affaires intérieures des Etats, et l'Organisation des Nations Unies n'aurait agi de la sorte. M. Manuisky regrette toutefois de ne pas pouvoir exprimer sa surprise à l'égard de la déclaration que vient de faire le représentant de la Yougoslavie. En effet, alors que la question dont il s'agit se rapporte à des violations des droits de l'homme en Roumanie, le représentant de la

Yougoslavie a affirmé que ces deux pays ont violé les dispositions des traités de paix. Cette affirmation n'a aucun rapport avec la question en soi; elle n'est, à vrai dire, qu'une tentative en vue de dissimuler une attitude inamicale à l'égard de ces deux démocraties populaires.

10. Le PRÉSIDENT met aux voix la recommandation contenue dans le paragraphe 2.

*Par 38 voix contre 5, avec 11 abstentions, la recommandation est adoptée.*

*La recommandation contenue dans le paragraphe 3 est adoptée.*

*La recommandation contenue dans le paragraphe 4 est adoptée.*

11. M. ICHASO (Cuba) ne voudrait pas susciter une polémique à l'heure actuelle mais, par principe, il tient à indiquer qu'il ne saurait consentir à ce qu'on raie de l'ordre du jour provisoire le point 32, à savoir: "Charte internationale des droits de l'homme: droit de pétition (résolution 217 (III) B du 10 décembre 1948)". Il déclare en outre que c'est précisément la délégation cubaine qui, de concert avec la délégation française, considérant le droit de pétition comme l'un des droits essentiels de la personne humaine, a proposé d'en faire mention dans la Charte internationale des droits de l'homme.

12. Le droit de pétition, ajoute-t-il, que la constitution de la République de Cuba a officiellement consacré, est le seul qui offre à l'individu des garanties lui permettant de protester contre l'arbitraire des pouvoirs publics; c'est pourquoi M. Ichaso estime qu'il aurait été extrêmement réconfortant pour l'humanité que l'Assemblée générale complétât la Charte internationale des droits de l'homme sur un point aussi important.

13. De l'avis de M. Ichaso, il ne faut pas perdre de vue que l'opinion mondiale suit avec une attention soutenue les travaux de l'Assemblée générale et que, dans la mesure où l'Assemblée peut satisfaire cette opinion, elle donnera au monde, avec l'espoir, la garantie de ses progrès futurs. Mais si l'Assemblée commence à éluder ou à ajourner sans nécessité des questions de cet ordre, elle donnera l'impression de ne pas vouloir aborder certains problèmes avec le courage et le sens de ses responsabilités nécessaires.

14. On allègue que la Commission des droits de l'homme n'a pas encore publié son rapport sur cette question et que l'Assemblée ne peut donc pas prendre connaissance de celle-ci. La délégation de Cuba désapprouve une telle attitude et exhorte vivement la Commission des droits de l'homme à examiner le problème de façon approfondie afin que l'Assemblée puisse très prochainement incorporer le droit de pétition dans la Charte internationale des droits de l'homme; n'incombe-t-il pas à l'Assemblée de sauvegarder non seulement les intérêts des nations, dans les limites de leur souveraineté, mais aussi les droits de la personne humaine?

15. Le PRÉSIDENT déclare, pour rendre la discussion plus claire, qu'il tient à attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que le Bureau a formulé sa recommandation en se fondant sur la résolution du Conseil économique et social<sup>1</sup> qui recom-

<sup>1</sup> Voir les Documents officiels du Conseil économique et social, quatrième année, neuvième session, Résolutions, No 236 (IX) B.

mandait elle-même à l'Assemblée de ne pas prendre de mesures concrètes à cet égard au cours de sa quatrième session.

*La recommandation contenue dans le paragraphe 5 est adoptée.*

*La recommandation contenue dans le paragraphe 6 est adoptée.*

*La recommandation contenue dans le paragraphe 7 est adoptée.*

*La recommandation contenue dans le paragraphe 8 est adoptée.*

#### *Ordre du jour*

16. Le PRÉSIDENT annonce que puisque l'Assemblée générale a adopté les recommandations énoncées aux paragraphes 1 à 8 du rapport du Bureau, il va demander aux membres de présenter des observations sur l'ordre du jour dont le Bureau a recommandé l'adoption.

17. M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'il a des observations à présenter sur deux points de l'ordre du jour proposé par le Bureau de l'Assemblée générale, à savoir le point 21, qui a trait à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce, et le point 49, qui traite du rapport de la Commission du droit international.

18. A propos de la première de ces questions, l'orateur rappelle que, dès qu'elle a été posée devant l'Assemblée, la délégation de l'URSS a fait valoir de nombreux arguments pour montrer qu'il n'existait aucune base légale pour que ce problème fût soulevé.

19. M. Vychinsky examine d'abord la question quant au fond. Personne n'ignore, dit-il, qu'en soumettant le problème de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de la Grèce aux sessions précédentes de l'Assemblée générale comme à la session actuelle, ce n'est pas la défense des intérêts véritables de la Grèce ou du peuple grec que les auteurs de la proposition avaient en vue. Personne n'ignore que la Grèce n'est nullement menacée par ses voisins septentrionaux, et notamment par l'Albanie et la Bulgarie, contre lesquelles est dirigée la proposition actuelle.

20. Il ne s'agit nullement de protéger l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la Grèce contre des attaques qui viendraient de la part de l'Albanie et de la Bulgarie. Ce dont il s'agit en réalité est d'organiser des intrigues dirigées contre l'Albanie et la Bulgarie, sans que cette question ait un rapport quelconque avec les buts et les principes de l'Organisation des Nations Unies.

21. L'allégation selon laquelle l'Albanie et la Bulgarie menaceraient la Grèce est une pure invention, une calomnie sans aucun fondement. Ce n'est point de cela qu'il faut parler. Ce dont on devrait parler, au contraire, c'est de mettre fin à la guerre civile qui sévit en Grèce, de restaurer une situation normale dans ce pays. On devrait examiner la possibilité de faire partir enfin de Grèce les troupes et les missions militaires étrangères. Il faut arriver à mettre fin à la terreur que le Gouvernement monarcho-fasciste de la Grèce, avec l'aide des forces armées britanniques et américaines, a déchaînée contre les patriotes grecs luttant pour la liberté et l'indépendance de leur pays. Si l'Assemblée veut élever sa puissante voix en faveur du peuple grec, elle doit examiner la

question du danger très réel que les troupes étrangères occupant la Grèce et les commandants des missions militaires étrangères présentes dans ce pays créent à la liberté et à l'indépendance de la nation grecque. L'orateur souligne qu'il pense au Royaume-Uni et aux Etats-Unis d'Amérique.

22. Tel est le véritable aspect de la question et il faut souligner qu'en inscrivant à nouveau ce problème à l'ordre du jour de la présente session, l'Assemblée ne ferait qu'aggraver le chaos qui existe à l'heure actuelle dans une partie des Balkans, ne ferait que tendre à compliquer et à rendre plus tendues encore les relations entre les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

23. Du point de vue de la procédure, M. Vychinsky déclare que la question est posée de façon incorrecte car elle est liée au rapport de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans. Or, comme elle l'a indiqué à maintes reprises au cours des sessions précédentes, la délégation de l'URSS est profondément convaincue que cette Commission a été créée en violation patente de la Charte.

24. Pour toutes ces raisons, la délégation de l'Union soviétique demande avec insistance que la question des menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce ne figure pas à l'ordre du jour de la présente session.

25. M. Vychinsky passe ensuite au point 49 de l'ordre du jour. Il n'est point nouveau, dit-il, de voir l'Assemblée générale assister avec calme et sang-froid aux violations systématiques et quasi quotidiennes de son propre règlement et de la Charte qui est la loi fondamentale de l'Organisation des Nations Unies. L'orateur a eu l'occasion de le constater à propos du point 21 de l'ordre du jour; il le constate également à l'occasion du point 49, qui présente une grande importance de principe. L'Assemblée est saisie d'un rapport de la Commission du droit international sur un point très important, celui du projet de déclaration des droits et des devoirs des Etats établi d'après le projet soumis par la délégation du Panama. Les travaux de cette Commission sont régis par les dispositions de son statut dont les articles 21 et 22 disposent que, lorsque la Commission aura constaté que le projet est satisfaisant, elle devra demander au Secrétaire général de publier ce document sous forme de document de la Commission; après quoi la Commission doit l'adresser aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies en leur demandant de présenter, dans un délai raisonnable leur opinion au sujet de ce document.

26. Tous les membres de l'Assemblée générale savent que ces articles ont été violés. Aucun gouvernement n'a présenté d'observations au sujet du projet établi par la Commission, qu'il faut distinguer du projet original du Panama. En effet, personne n'a demandé aux gouvernements de présenter des observations.

27. L'orateur considère qu'il s'agit là d'une violation extrêmement grave et qui ne saurait être passée sous silence car elle porte sur une question de grande importance. En tant que représentant de l'URSS, M. Vychinsky réclame pour lui et pour son Gouvernement le droit de discuter cette question conformément au règlement et de présenter des observations de son Gouvernement sur une question aussi importante que celle des droits et des devoirs des Etats. Y-a-t-il quelque chose à

perdre si l'on observe honnêtement les règles que l'Organisation des Nations Unies elle-même a établies pour son travail? Or il faut constater qu'en l'occurrence ces règles ont été violées.

28. M. Vychinsky signale que, après la 65ème séance du Bureau tenue le 21 septembre, il a demandé au Président comment on avait pu mettre en échec une proposition comme la sienne alors que le règlement était formel. Le général Rómulo a répondu qu'il était Président, qu'il avait mis la proposition du représentant de l'URSS aux voix et que le Bureau s'était prononcé. C'est en effet une réponse excellente dans sa précision; un ordre a été donné, l'ordre est exécuté. Mais ce que M. Vychinsky voudrait savoir, c'est ce que signifie cet ordre. Il estime qu'il est du devoir du Président de défendre la légalité contre ceux qui sont trop ardents à l'enfreindre.

29. Pour toutes ces raisons, le représentant de l'Union soviétique demande à l'Assemblée de ne pas inscrire le point 49 à son ordre du jour et exhorte les membres de l'Assemblée à respecter les règlements qu'ils ont eux-mêmes établis.

30. Le PRÉSIDENT fait remarquer que la recommandation tendant à l'inscription de la question 49 à l'ordre du jour a été faite à la requête de la Commission du droit international, c'est-à-dire d'un organe créé par l'Assemblée générale. La Commission a décidé, à une large majorité, de soumettre immédiatement le projet à l'Assemblée générale et d'inscrire au procès-verbal la conclusion à laquelle elle était parvenue, à savoir qu'il appartenait à l'Assemblée générale de fixer la ligne de conduite ultérieure et de voir en particulier s'il convenait de transmettre le projet aux membres pour observations et commentaires.

31. Il demande à l'Assemblée de prendre une décision sur les vingt premiers points de l'ordre du jour recommandés pour adoption par le Bureau.

*L'inscription à l'ordre du jour des points 1 à 20 est adoptée.*

32. M. KYROU (Grèce), parlant sur le point 21, fait remarquer que la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans a été créée par l'Assemblée générale et déclare qu'à son avis rien ne devrait s'opposer à l'examen du rapport de cette Commission.

33. M. KATZ-SUCHY (Pologne) rappelle la déclaration faite par le représentant des Etats-Unis d'Amérique à la 222ème séance, dans laquelle celui-ci a dit que l'Assemblée devrait s'efforcer à nouveau de rétablir la paix de long de la frontière septentrionale de la Grèce et de restaurer des relations normales entre la Grèce et tous ses voisins du nord. Si cette déclaration constitue une tentative en vue d'arriver à une solution de conciliation sur la question grecque, M. Katz-Suchy estime que l'occasion est excellente pour les Etats-Unis de montrer leur désir d'éliminer toute menace à l'indépendance de la Grèce en enlevant le point 21 de l'ordre du jour et en retirant du territoire grec les troupes et les missions américaines.

34. Il a été prouvé par ce qui s'est déjà passé qu'une discussion de la question à l'Assemblée générale ne saurait contribuer à résoudre le problème grec. Pour le représentant de la Pologne, ceux qui désirent que cette question soit discutée ne peuvent non point trouver une solution au pro-

blème, mais bien plutôt attiser les flammes du conflit civil qui sévit en Grèce et faire participer l'Assemblée générale aux agissements que les Etats-Unis poursuivent dans ce pays.

35. Plusieurs tentatives ont été faites en vue de résoudre cette question tant au moyen de conversations qu'au moyen de négociations entre grandes Puissances. Il est encore possible d'arriver à un règlement et le devoir de l'Assemblée générale est d'aider le malheureux peuple grec en favorisant la conciliation, au lieu de discuter le problème en le présentant comme s'il s'agissait d'une menace exercée par les voisins septentrionaux de la Grèce contre l'indépendance de ce pays. Si vraiment il existe une menace à l'indépendance d'un pays, c'est celle que font peser les Etats-Unis et le Royaume-Uni à l'égard de l'Albanie.

36. Le fait que la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans a demandé que cette question soit examinée n'oblige nullement l'Assemblée à l'inscrire à son ordre du jour. Aucune commission ne saurait imposer à l'Assemblée son ordre du jour et la Commission pour les Balkans serait d'autant moins habilitée à le faire que, pour la délégation polonaise, elle a été créée illégalement. Aussi le représentant de la Pologne soutient-il la proposition du représentant de l'URSS tendant à ne pas inscrire le point 21 à l'ordre du jour.

*Par 46 voix contre 6, avec 3 abstentions, l'inscription du point 21 à l'ordre du jour est adoptée.*

37. Le PRÉSIDENT demande à l'Assemblée, avant de passer au point 22, de se prononcer sur une proposition tendant à modifier légèrement le point 23 qui se lirait comme suit:

"Contrôle international de l'énergie atomique: résolutions de la Commission de l'énergie atomique (transmises par le Conseil de sécurité); rapport des membres permanents de la Commission de l'énergie atomique."

*Le point 23 est inscrit à l'ordre du jour sous la forme énoncée par le Président.*

38. M. HOFFMEISTER (Tchécoslovaquie) propose d'enlever de l'ordre du jour les points 22 et 25. La Commission des Nations Unies pour la Corée a été créée en violation de l'Accord de Moscou et ses travaux n'ont pour but que de faire réussir les plans de la Puissance occupante en Corée du Sud. Les agissements de la Commission pour la Corée ne sauraient être légalisés par l'approbation de la Commission intérimaire qui elle-même a été instituée illégalement. Ce n'est qu'en revenant aux dispositions de l'Accord de Moscou que l'on pourra résoudre le problème et créer une Corée libre et unifiée dont l'existence serait basée sur les intérêts du peuple coréen lui-même et non sur les intérêts que des Puissances étrangères ont en Corée du Sud.

39. C'est pour ces raisons que la délégation tchécoslovaque propose la suppression des points 22 et 25 de l'ordre du jour dont l'adoption est recommandée par le Bureau.

40. M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) soutient la proposition de la Tchécoslovaquie tendant à faire rayer ce que l'on appelle la question coréenne de l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

41. Tout le monde se rappelle, dit-il, quelle tournure la discussion de la question coréenne a prise à la dernière session de l'Assemblée générale. Ceux qui avaient proposé cette discussion se sont trouvés dans une situation fort peu agréable. Tous ont présents à l'esprit, d'une part, les faits présentés par l'Union soviétique, et, d'autre part, les indications fournies par les généraux américains qui arrivaient de Corée; ces derniers ont montré qu'ils n'avaient que des notions fort vagues sur la population de ce pays et qu'ils considéraient les Coréens comme des Japonais. C'est sur cette dernière notion qu'était basée leur politique typiquement impérialiste à l'égard de la Corée.

42. A la dernière session de l'Assemblée générale, il a été démontré de façon très claire et très précise que c'était pour aggraver les divergences au sein de l'Organisation des Nations Unies que l'on cherchait délibérément à enfler ce que l'on voulait bien appeler la question coréenne.

43. L'on peut se demander pourquoi l'on pose la question de Corée alors que tout le monde sait bien que ce que l'on appelle la Commission des Nations Unies pour la Corée a été créée en violation ouverte de la Charte. Tous ceux qui voteraient en faveur de l'examen du rapport de cette Commission enfreindraient la Charte et contribueraient par là à saper le prestige et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies.

44. D'autre part la présence en territoire coréen de la Commission des Nations Unies pour la Corée ne fait que compliquer et aggraver la situation de ce pays. Les questions qui se posent pour le peuple coréen sont tout autres. La principale est celle de l'unification du pays. L'orateur demande à l'Assemblée de ne pas empêcher la Corée de s'unir, de permettre au peuple coréen de fixer lui-même sa destinée comme l'y autorise la Charte des Nations Unies. Il rappelle les réformes importantes qui ont été effectuées en Corée du Nord et qui ont été approuvées par une majorité écrasante du peuple coréen.

45. La Commission des Nations Unies pour la Corée ne fait, par sa présence, qu'aider le groupe réactionnaire dirigé par ce que l'on appelle le gouvernement de M. Syngman Rhee. Les travaux de la Commission ont entraîné des violations flagrantes des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. C'est ainsi que plusieurs journalistes qui ont fourni à la Commission des renseignements sur la situation dans le pays ont été arrêtés. C'est cet état de choses que l'on demande maintenant à l'Assemblée d'approuver. Comment peut-on concilier ce fait avec la décision que l'Assemblée vient de prendre de discuter les prétendues violations des droits et des libertés fondamentales de l'homme en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie? Il est tout à fait évident qu'il s'agit là d'une attitude de partialité au détriment du peuple coréen adoptée sur les instances des intérêts égoïstes des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

46. M. KISSELEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) se rallie entièrement à ce que le représentant de la Tchécoslovaquie a dit à propos de la Commission intérimaire de l'Assemblée générale. La délégation de la RSS de Biélorussie a déclaré à maintes reprises, lors des sessions précédentes de l'Assemblée générale, que la Commission intérimaire a été créée illégalement et en violation de l'Article 7 de la Charte. Aussi

cette délégation appuie-t-elle la proposition de la Tchécoslovaquie tendant à rayer cette question de l'ordre du jour de la session.

*Par 48 voix contre 6, avec 2 abstentions, l'inscription du point 22 à l'ordre du jour est adoptée.*

*L'inscription du point 24 à l'ordre du jour est adoptée.*

47. M. HOFFMEISTER (Tchécoslovaquie) propose de rayer le point 25 de l'ordre du jour.

48. Le PRÉSIDENT met aux voix le point 25.

*Par 48 voix contre 6, l'inscription du point 25 à l'ordre du jour est adoptée.*

49. M. LACHS (Pologne) propose de rayer de l'ordre du jour le point 26, qui a trait au Service mobile des Nations Unies. Le problème n'est pas nouveau: il s'agit évidemment de savoir si l'Organisation des Nations Unies aura à sa disposition des forces militaires. Jamais, que ce fût au cours des travaux préliminaires à la Conférence de San-Francisco, ou dans la Charte, on n'a envisagé que l'Organisation des Nations Unies dût assumer les fonctions d'un Etat ou d'un organisme supérieur à tous les Etats. Ces fonctions sont considérées comme incombant aux Etats Membres eux-mêmes, agissant en vertu du principe de l'égalité souveraine de tous les Membres, ainsi que le stipule le paragraphe 1 de l'Article 2 de la Charte. L'Organisation a adopté comme principe fondamental le principe de la sécurité collective, qui implique une action concertée et une étroite collaboration entre les Etats Membres, conformément à l'Article 43 de la Charte. Aux termes de cet Article, les Membres peuvent être invités à mettre des forces armées à la disposition du Conseil de sécurité.

50. Il est indéniable que le Service mobile des Nations Unies serait un genre de force armée. Or, de telles forces ont toujours tendance à devenir plus importantes, comme le démontre nettement la course aux armements actuelle. L'Organisation des Nations Unies, toutefois, ne doit ni ne peut avoir des forces militaires lui appartenant en propre; elle ne peut que se servir de celles qui pourraient, dans certaines circonstances, être mises à sa disposition par les Etats Membres. Tout précédent contraire qui viendrait à être créé serait en contradiction avec les principes fondamentaux sur lesquels repose l'édifice de l'Organisation. Une telle proposition n'aurait jamais dû être retenue; toutefois, il n'est pas trop tard pour revenir en arrière, d'autant plus qu'en agissant de la sorte, l'Assemblée se conformerait aux dispositions de la Charte. La méthode la plus pratique pour y parvenir consisterait à rayer purement et simplement la question de l'ordre du jour.

51. En ce qui concerne le point 50 de l'ordre du jour, relatif au rapport de la Commission du droit international, M. Lachs réclame là aussi un examen approfondi et propose de le rayer de l'ordre du jour de la quatrième session du fait qu'à son sens le problème a une telle portée et que les questions de droit qu'il soulève sont si complexes qu'une étude détaillée et réfléchie est indispensable. En particulier, la question des droits et des devoirs des Etats est si compliquée que l'Assemblée générale n'est peut-être pas tout à fait prête à la traiter dans l'état actuel de la situation. De plus, il n'est guère possible à l'As-



semblée de se charger, sans avoir procédé à une étude bien plus complète, de codifier le droit international et les dispositions concernant les relations internationales. Si les délégations procèdent à un examen détaillé et à une analyse approfondie de toutes les questions en cause, il sera possible d'assurer l'observation plus effective de la déclaration lorsqu'on l'aura mise au point.

52. Le PRÉSIDENT rappelle, à propos du point 26, que la Commission politique spéciale, qui a étudié la question du Service mobile des Nations Unies, n'a jamais envisagé la création d'un détachement armé appartenant à l'Organisation. Ce Service serait chargé de fonctions purement techniques, dont le Secrétariat s'acquitte déjà en ce qui concerne, par exemple, les transports, les communications et la protection des biens et du personnel des Nations Unies. La question est précisée dans l'annexe 1 du document A/959.

53. M. TSARAPKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) soutient la proposition de la Pologne tendant à rayer de l'ordre du jour de l'Assemblée générale le point 26 relatif à la création d'un Service mobile des Nations Unies.

54. Les obligations du Secrétaire général et du Secrétariat sont définies dans la section 2 du chapitre VIII du rapport de la Commission préparatoire, dans le Chapitre XV de la Charte et enfin dans les résolutions 12 (I) et 13 (I) adoptées par l'Assemblée générale en février 1946. Aucun de ces documents, qui établissent les limites de la compétence du Secrétariat et du Secrétaire général, n'autorise ce dernier à créer auprès du Secrétariat des groupes d'ordre paramilitaire.

55. L'orateur déclare que le Président vient d'expliquer que le point 26 ne prévoit pas du tout la création d'une formation d'ordre militaire mais simplement d'un service de garde. Cependant, de l'annexe 1 au rapport adopté par la Commission spéciale chargée d'étudier la création d'une garde des Nations Unies, il ressort que ce service ne sera composé que d'hommes valides âgés de 22 à 30 ans et possédant une préparation militaire spéciale. Les propositions du Secrétaire général prévoient que ces hommes seront groupés en détachements qui seront placés sous le commandement d'officiers, qu'ils seront encasernés, qu'ils porteront l'uniforme et qu'ils suivront une discipline militaire. Le Président n'a pas indiqué nettement qu'ils ne seraient pas armés. Tout cela montre qu'il s'agit d'une formation d'un type nettement militaire.

56. Comme l'on sait, seul le Conseil de sécurité a compétence en matière d'établissement d'une formation militarisée. Aussi la proposition telle qu'elle est présentée à l'heure actuelle constitue-t-elle une nette violation des Articles 24, 34, 36, 39 et 43 de la Charte.

*Par 53 voix contre 6, l'inscription à l'ordre du jour du point 26 est adoptée.*

*L'inscription à l'ordre du jour des points 36 à 48 est adoptée.*

*Par 49 voix contre 5, avec une abstention, l'inscription à l'ordre du jour du point 49 est adoptée.*

*L'inscription à l'ordre du jour des points 50 à 56 est adoptée.*

*Par 53 voix contre zéro, avec 6 abstentions, l'ordre du jour est adopté dans son ensemble.*

## II. CRÉATION DE COMMISSIONS SPÉCIALES

*Les recommandations du Bureau sont adoptées.*

## III. RÉPARTITION DES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR ENTRE LES GRANDES COMMISSIONS

*Les recommandations du Bureau sont adoptées.*

## IV. ORGANISATION DE LA QUATRIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

*Les recommandations du Bureau sont adoptées.*

## Discussion générale (suite): discours de Sir Carl Berendsen (Nouvelle-Zélande)

57. Sir Carl BERENDSEN (Nouvelle-Zélande) n'avait pas l'intention de prendre part à la discussion générale. Pourtant, il est de la plus haute importance pour les millions d'hommes et de femmes de bonne volonté qui placent leurs plus grands espoirs dans le succès de l'œuvre entreprise par l'Organisation des Nations Unies de faire le bilan des événements de l'année. C'est pour cela que le représentant de la Nouvelle-Zélande croit devoir donner un bref aperçu de la manière dont sa délégation juge les travaux accomplis par l'Organisation des Nations Unies, les résultats obtenus, les échecs subis et les perspectives d'avenir.

58. Nombreux sont les éléments qui permettent de dire que le monde devrait être sincèrement reconnaissant à l'Organisation des Nations Unies. C'est un fait dont les Membres peuvent se féliciter et qu'il est bon de faire ressortir chaque fois que l'on cherche à apprécier à sa juste valeur l'œuvre des Nations Unies. Son existence même est un fait qui exerce par lui-même une influence forte et bienfaisante sur toute l'humanité. Quels que soient les qualités et les défauts de l'Organisation, il faut qu'elle existe pour que les hommes puissent discuter courageusement et d'une manière sensée les problèmes qu'ils doivent résoudre. Lorsqu'on examine les résultats obtenus, on trouve bien des raisons d'être satisfait, bien des éléments sans lesquels le monde serait moins heureux, sans lesquels il aurait moins de sécurité et moins de raisons d'espérer.

59. Tout le monde s'accorde à reconnaître, par exemple, que les chances de paix seraient fortement accrues si l'on supprimait, ou au moins adoucissait, les injustices et les inégalités répandues à travers le monde et dont l'existence est généralement admise; tout le monde admet que si l'Organisation des Nations Unies s'employait résolument à répartir d'une manière plus égale, sur le plan international, les richesses physiques et les facilités matérielles dont les nations favorisées jouissent pleinement, si elle persévérait dans ces efforts jusqu'à ce qu'ils aboutissent, une cause latente de conflit serait supprimée ou fortement atténuée. C'est pour redresser ou alléger ce germe d'injustice — et il faut dire que l'homme est capable de le faire — qu'on a institué le Conseil économique et social. L'œuvre de ce Conseil présente de nombreux aspects encourageants. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande estime que l'effort soutenu et cohérent de collaboration internationale qui a lieu dans le domaine économique et le domaine social constitue, parmi les éléments permettant d'apprécier le succès obtenu par les Nations Unies, celui qui autorise le plus d'espoirs.

60. Cette année — la dernière pendant laquelle la Nouvelle-Zélande fera partie de cet organe — ce pays a porté un intérêt tout particulier aux travaux du Conseil économique et social parce que l'un de ses représentants a rempli les fonctions de Président. Les compatriotes de M. Thorn sont très fiers de l'œuvre qu'il a accomplie en cette qualité et s'en félicitent. Un autre Néo-Zélandais, M. Sutch, a présidé la Commission des questions sociales du Conseil.

61. Ceux qui sont étroitement associés au Conseil et suivent de près ses travaux reconnaissent qu'il est en train d'éliminer un grand nombre de points faibles qui étaient apparus au début de son existence et, notamment, qu'il cherche maintenant à concentrer ses efforts sur des mesures constructives.

62. A ce propos, Sir Carl Berendsen se doit de signaler une grave difficulté. Il ne faut pas que les membres permettent aux sentiments de l'emporter sur la raison. Il ne faut pas que leur vif désir d'obtenir au plus tôt des résultats de portée aussi étendue que possible les conduise trop loin et les fasse aller trop vite. En cherchant à faire trop de choses en trop peu de temps, ils risquent de dissiper leurs énergies et leurs moyens d'action et de ne pas pouvoir faire assez plus tard. Il est probable que tout le monde a été impressionné et même très surpris en entendant le représentant du Brésil, à la 222ème séance, citer le nombre des réunions tenues sous l'égide de la seule Organisation des Nations Unies, nombre compris entre trois mille et quatre mille réunions par an. Il est permis de se demander comment il est possible d'assurer une représentation appropriée à ces réunions et de subvenir aux frais qu'elles occasionnent. Il est clair que si le nombre des réunions se multiplie à ce rythme, un grand nombre de Membres, et notamment les petits pays, ne pourront pas faire face aux exigences de la situation. Il faut que l'Organisation des Nations Unies fasse en sorte que les questions les plus importantes passent en premier.

63. L'attention accordée à la question essentielle de l'assistance technique aux pays insuffisamment développés a caractérisé la neuvième session du Conseil économique et social tenue aux mois de juillet et août 1949 à Genève. Des centaines de millions de personnes manquent de nourriture et de vêtements et n'ont ni l'outillage ni la formation qui pourraient leur permettre d'améliorer leur niveau de vie. Ces personnes, que l'on rencontre en majeure partie dans les pays insuffisamment développés, peuvent être aidées par les nations qui ont la chance de bénéficier d'une économie plus développée. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande souligne combien il est nécessaire que les pays économiquement forts aident les pays dont l'économie est faible; et, ainsi qu'il a déjà été déclaré au Conseil économique et social, lorsque le programme d'assistance technique en vue du développement économique sera mis en œuvre, la Nouvelle-Zélande participera de toutes ses forces à l'application de cette forme encourageante de coopération internationale.

64. Sir Carl Berendsen exprime l'espoir de son Gouvernement de voir le programme d'assistance technique en vue du développement économique et du progrès social rapidement mis au point et

exécuté. En fait, dans la mesure de ses moyens, la Nouvelle-Zélande a déjà coopéré à l'œuvre internationale entreprise en vue du développement économique et social. Elle a naturellement fourni une contribution à l'UNRRA et au Fonds international de secours à l'enfance. En outre, elle a pris part à d'autres travaux de concert avec les pays ayant des intérêts dans le Pacifique sud. Sir Carl Berendsen mentionne en particulier la Commission du Pacifique sud, dont les membres ont adopté un programme commun en vue d'améliorer les conditions économiques et sociales dans les îles du Pacifique dont ils ont la charge. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a déjà souscrit à des obligations importantes dans ce domaine de l'assistance internationale. A cet égard, le représentant de la Nouvelle-Zélande estime qu'il convient de rendre hommage à l'esprit dans lequel le Président Truman a conçu son "quatrième point" et à l'action du Gouvernement des Etats-Unis qui s'efforce avec tant d'énergie de faire passer les propositions examinées à l'heure actuelle dans le domaine des réalités. Ce programme constitue certainement l'un des moyens par lesquels on peut soulager les souffrances d'une grande partie de l'humanité, à condition — et cette condition s'applique à de nombreuses questions examinées par l'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires — que l'on ne se contente pas de paroles et que l'on passe aux actes. Aussi nobles qu'elles soient, les paroles ne suffisent pas. Une des illusions les plus grandes et les plus répandues consiste à croire de façon apparemment inébranlable que l'on a fait quelque chose en adoptant une résolution. Cette croyance en la vertu des mots peut rendre stériles les intentions les plus nobles. Le but de l'Organisation des Nations Unies doit être de traduire les paroles en actes.

65. Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande a noté avec intérêt l'importance qu'attachaient le Conseil économique et social et un grand nombre des Membres de l'Organisation à l'adoption de principes visant à assurer le plein emploi dans tous les pays du monde et il approuve chaleureusement cette attitude. Ces principes ont une importance fondamentale et ont été à la base de la politique de ce Gouvernement, avant même la création de l'Organisation des Nations Unies. Pour que l'entreprise soit couronnée de succès, il faudra exercer des efforts conjugués dans de nombreux domaines avec le concours de la plupart des institutions spécialisées; de plus, tous les travaux devront être coordonnés en premier lieu par le Conseil économique et social et contrôlés par l'Assemblée générale. Cet aspect du problème présente beaucoup d'importance et la plus grande urgence, et la Nouvelle-Zélande espère participer pleinement aux débats qui auront lieu à ce sujet en commission. Toutefois, il importe de s'attacher tout spécialement à l'heure actuelle à l'examen des nombreux problèmes qu'il est nécessaire de résoudre avant de pouvoir appliquer, sur le plan international, la politique du plein emploi.

66. Sir Carl Berendsen souligne ensuite l'importance de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elles marquent une étape très importante dans la voie du progrès de l'humanité mais, ici encore, les membres de l'Assemblée ne doivent pas se bercer d'illusions.

L'élaboration d'une convention ne signifie rien en elle-même, elle ne fait que montrer la voie à suivre. La valeur pratique d'une convention sera minime ou même nulle tant que toutes les nations du monde ne l'auront pas adoptée. Même lorsque ce résultat aura été atteint, il se peut qu'elle n'ait pas une grande efficacité si son application n'est pas assurée. C'est ainsi, par exemple, qu'il est difficile de croire qu'une nation capable de se couvrir d'ignominie en se rendant coupable de génocide sera disposée à respecter scrupuleusement la signature qu'elle aura apposée au bas d'une convention. Le seul fait de signer une convention ne signifie pas nécessairement que les horreurs du génocide seront supprimées, tant que l'exécution de cette convention ne sera pas assurée. Le respect des droits de l'homme ne peut être garanti à tout jamais du seul fait que les peuples déclarent qu'il doit en être ainsi.

67. Il ne faut pas négliger les fonctions essentielles que l'Organisation des Nations Unies exerce dans le domaine du développement de la compréhension entre les Membres et en matière de conciliation. Il est absolument indispensable que le monde puisse disposer d'une tribune qui, comme celle de l'Organisation des Nations Unies, permet aux représentants de tous les pays de la terre de débattre leurs problèmes communs et de s'efforcer d'aboutir à des solutions permettant de favoriser le bien-être de tous. Nombreux sont les cas où l'on a réussi à le faire.

68. L'Organisation des Nations Unies a par conséquent le droit de demander à tous les citoyens honnêtes de tous les pays leur encouragement et leur concours le plus complet. Il faut non seulement que ce concours lui soit accordé et maintenu, mais encore qu'il s'amplifie.

69. Le représentant de la Nouvelle-Zélande croit en effet que si les Nations Unies ne réussissent pas à empêcher la guerre à présent et dans l'avenir immédiat, c'est-à-dire dans les quelques années à venir, les espoirs grandissants de l'humanité s'effondreront. Maintenir la paix, empêcher la guerre, c'est là le premier et le plus important des problèmes, de la solution duquel dépendent tous les autres. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour empêcher le recours illégal à la force dans les relations internationales. L'objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies a été la création d'un système de sécurité collective; il ne faut pas essayer de dissimuler le fait qu'elle n'a pas réussi à atteindre cet objectif. On desservirait la cause des Nations Unies et celle de la paix en prétendant que l'Organisation constitue un système efficace de sécurité collective; tous les hommes et toutes les femmes avertis savent qu'il n'en est pas ainsi. Il est vrai que, comme l'a fait ressortir dans son discours d'ouverture le représentant du Brésil, l'Organisation des Nations Unies a dû fonctionner dans un climat international qui lui était particulièrement défavorable. Il est vrai aussi que le conflit idéologique mondial entre ceux qui affirment la suprématie de l'individu et ceux qui sont partisans de la suprématie de l'Etat, en d'autres mots, entre ceux qui sont partisans de la démocratie telle que nous la pratiquons et ceux qui tiennent pour le régime autoritaire, entre ceux qui désirent appliquer les principes et tendre vers les buts énoncés dans la Charte et ceux qui, trop souvent, ont paru désirer rendre l'Organisation des Nations Unies impuissante, a créé pour la nouvelle Organisation des

difficultés difficiles à prévoir et qui ont dépassé ses forces. Cela est, pour la plus grande part, hors de doute; il n'en reste pas moins évident que la structure de l'Organisation, adoptée à San-Francisco, n'a jamais permis d'établir un système efficace de sécurité collective.

70. Sir Carl Berendsen ne désire pas infliger à l'Assemblée un nouvel exposé des vues de sa délégation sur le droit de veto qui a beaucoup paralysé l'action des Nations Unies en vue d'assurer la paix. Cependant, ces vues n'ont pas changé. Il faut faire ressortir à nouveau que tant que chacune des cinq grandes Puissances tiendra à conserver non seulement le droit d'agir d'une façon indépendante mais également, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, et même si elle est seule de son avis, le droit d'empêcher l'Organisation elle-même d'agir, les Nations Unies ne pourront pas établir un système efficace de sécurité collective. Sir Carl ne prétend pas vouloir conseiller aux cinq grandes Puissances d'abandonner ce privilège immense, dont la portée est si grande: c'est une question qui les concerne; il désire seulement préciser que tant qu'elles n'auront pas abandonné ce privilège, il sera impossible d'instituer un système efficace de sécurité collective.

71. Le représentant de la Nouvelle-Zélande croit que l'on admettra, d'une manière générale, que ce qu'il a dit est vrai, comme le prouve la nécessité où l'on s'est trouvé d'établir, à des fins défensives, deux systèmes distincts et limités de sécurité collective, l'un relatif au continent américain et l'autre aux nations de l'Atlantique nord. Il n'a aucune objection à formuler à l'égard de ces accords défensifs qui sont parfaitement légitimes et qui n'ont aucun caractère agressif. Ils sont malheureusement indispensables dans les circonstances actuelles. Ces accords sont incontestablement légitimes pour autant que, comme à l'heure actuelle, ils répondent aux trois conditions suivantes: d'abord, ne pas constituer une menace pour les Etats pacifiques; puis, représenter, pour les parties contractantes, un renforcement réel et non purement théorique de la sécurité des petits pays aussi bien que des grands; enfin — et ceci est d'une importance capitale pour un pays comme la Nouvelle-Zélande — ne pas pouvoir servir d'excuse pour éviter de participer à une action plus générale de l'Organisation des Nations Unies dans des cas d'agression ou de menace à la paix qui ne sont pas prévus dans leurs dispositions. Personne ne peut cependant prétendre que la paix du monde pourra toujours être préservée grâce à des accords limités et partiels. Sir Carl se range entièrement à l'opinion exprimée par le représentant des Etats-Unis qui, dans son discours d'ouverture (222<sup>ème</sup> séance), a déclaré que le problème de la paix a un caractère universel et ne peut être résolu que sur le plan universel.

72. En résumé, si tous les pays du monde disposent, avec l'Organisation des Nations Unies, d'un organisme précieux, digne de tout leur appui, une chose leur manque cependant: les moyens d'empêcher l'agression, objectif que l'humanité doit finalement atteindre si elle ne veut pas disparaître.

73. Sir Carl Berendsen estime que si le monde a le privilège de jouir d'une période de paix assez longue, l'Organisation des Nations Unies se révélera capable de préserver la paix; il croit



que si elle dispose du temps suffisant, elle trouvera le moyen de se libérer des entraves que lui impose la règle de l'unanimité et d'instituer une organisation efficace composée de toutes les nations éprises de paix et de liberté et déterminées à se protéger solidairement contre l'agression. Mais l'Organisation des Nations Unies en aura-t-elle le temps? Personne ne le sait. Une chose cependant est claire: le problème ne revêt pas seulement une importance capitale et vitale, il

est aussi urgent et impérieux; il se pose de façon immédiate pour l'Organisation des Nations Unies, comme dans chaque foyer. L'humanité doit résoudre ce problème — et le résoudre à temps — ou périr.

74. Le PRÉSIDENT annonce que la liste des orateurs qui désirent prendre part à la discussion générale sera close à 18 heures.

La séance est levée à 17 h. 25.

## DEUX CENT VINGT-CINQUIÈME SEANCE PLENIERE

*Tenue à Flushing Meadow, New-York, le vendredi 23 septembre 1949, à 10 h. 45.*

Président: le général Carlos P. RÓMULO (Philippines).

### Discussion générale (suite): discours de M. Stikker (Pays-Bas), M. Viteri Lafronete (Equateur), M. Schuman (France), M. Belaúnde (Pérou) et M. Castro (Salvador)

1. M. STIKKER (Pays-Bas) fait observer que, dans cette époque moderne si troublée, les Ministres des affaires étrangères se voient dans la nécessité de passer une partie importante de leur temps loin de leur pays, du fait qu'ils sont appelés à assister en personne à telle ou telle conférence internationale. Des changements véritablement révolutionnaires sont intervenus dans l'exercice des fonctions de ministre des affaires étrangères, au cours des quelques dernières décennies. Tout au début du siècle, il était très rare que des contacts personnels s'établissent entre les Ministres des affaires étrangères. Des réunions, groupant en grand nombre, et à intervalles réguliers, les hommes responsables de la politique étrangère de leur pays, étaient alors quelque chose de tout à fait inconnu, quelque chose d'aussi inconnu que ces franches discussions, sur les questions d'intérêt international, qui marquent l'époque actuelle.

2. Des plénipotentiaires de cinquante-neuf Etats sont réunis à Flushing Meadow, en vue de régler de concert les nombreuses questions d'importance que renferme un ordre du jour chargé; c'est là, véritablement, un changement profond dans le domaine des relations internationales auquel assiste la présente génération. Ce changement, affirme M. Stikker, apparaîtra salutaire dans ses effets, à condition que les délibérations de l'Assemblée observent les critères de la justice et du droit international. Les décisions ne doivent pas s'inspirer de considérations politiques de caractère purement national, ou servant les intérêts de groupes d'Etats; en effet si elles étaient telles, les nations petites et faibles se trouveraient dans l'obligation de céder à la pression des Puissances plus grandes et plus fortes.

3. Plus encore que la Société des Nations dans le passé, l'Organisation des Nations Unies qui comprend cinquante-neuf pays est devenue la tribune du monde, où les intérêts fondamentaux de ces pays sont débattus. Il ne faut pas oublier que chacun des gouvernements représentés à l'Assemblée agit en tant qu'il porte-parole de son peuple, petit ou grand, et que les intérêts de ces peuples sont la paix et la sécurité, la libération

du besoin et de la crainte, toutes questions qui sont au premier plan des discussions. Ainsi donc, des centaines de millions de gens sont directement intéressés aux travaux de l'Assemblée; il est par conséquent du devoir des Membres de l'Organisation de s'acquitter de leur tâche aussi efficacement que possible.

4. Malheureusement, l'existence d'un organisme universel, groupant toutes les nations du monde, est un idéal qui n'a pas encore été réalisé. La délégation des Pays-Bas serait heureuse de voir l'Organisation des Nations Unies acquérir un caractère d'universalité; elle est donc favorable à l'admission des pays qui sont actuellement tenus à l'écart par ce qui lui apparaît un recours excessif au veto. En particulier, la délégation des Pays-Bas souhaiterait que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies se laissent guider par l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, selon lequel les Etats Membres ne peuvent pas refuser leur consentement à l'admission de nouveaux Membres pour des raisons étrangères aux dispositions de l'Article 4 de la Charte<sup>1</sup>. En même temps, la délégation des Pays-Bas estime que les dispositions de l'Article en question doivent être strictement suivies et s'oppose, par principe, à l'admission de Membres dont on ne peut espérer qu'ils accepteront les obligations prévues par la Charte, ou qu'ils seront capables et désireux de respecter ces obligations. Ce serait payer trop cher la réalisation de l'idéal d'universalité que de sacrifier à cet idéal les conditions posées par la Charte elle-même. A l'heure présente, pour les raisons que le représentant des Pays-Bas vient d'exposer, l'Organisation des Nations Unies ne peut donc acquérir que partiellement son caractère d'universalité. D'autre part, les travaux de l'Organisation souffrent toujours du manque d'accord entre les grandes Puissances, lequel empêche les nations d'arriver à une union véritable. En conséquence, la délégation des Pays-Bas estime très encourageant de constater, comme l'a fait remarquer le Président dans son remarquable discours d'ouverture (220ème séance), que la situation internationale s'est détendue entre la session précédente de l'Assemblée générale et la session actuelle.

5. L'Organisation des Nations Unies a, sans nul doute, contribué à diminuer la tension inter-

<sup>1</sup> Voir *Admission d'un Etat aux Nations Unies (Charte, Article 4). Avis consultatif, C. I. J., Recueil, 1948, page 57.*